

SCIENCE, LUTTE DES CLASSES ET RÉVOLUTION

(3^e partie)

De la "révolution scientifique" au "capitalisme monopoliste d'état"

par Gérard BLOCH

Les circonstances ont considérablement retardé la publication de la dernière partie de ce texte (dont les deux premières parties ont paru dans Etudes marxistes n^{os} 5-6, et 7-8). Dans l'intervalle, les élucubrations, que leurs auteurs se plaisent sans doute à baptiser « scientifiques » alors qu'elles mériteraient plutôt le qualificatif de scientomaniaques, se sont multipliées, particulièrement à l'occasion du 19^e congrès du P.C.F.

Avec une désespérante monotonie, des nuances de détail et les réserves verbales habituelles, elles reprennent toutes, en le soumettant à des modulations diverses, le même leitmotiv que nous avons analysé précédemment ; elles prennent pour prétexte le développement des sciences et des techniques, dont elles font le facteur décisif de l'histoire de notre temps et qu'elles identifient frauduleusement à un prétendu développement vertigineux des forces productives de l'humanité, pour affirmer le caractère périmé des thèses « classiques » du marxisme sur la nécessité de la révolution prolétarienne, et défendre la possibilité d'un passage pacifique,

réformiste, voire quasi automatique, au socialisme ; tout cela, bien entendu, accompagné d'innombrables coups de chapeau au marxisme, d'innombrables références aux contradictions du capitalisme, contradictions bien entendu croissantes — alors que, par ailleurs, le prétendu développement prodigieux des forces productives dont ils se font les hérauts devrait signifier, à moins de renoncer totalement à l'A.B.C. du matérialisme historique, un développement ascendant non moins prodigieux de la culture et de la civilisation, et, par conséquent, l'atténuation de toutes les contradictions de la société, sinon leur disparition.

Développement illimité du P.S.U.

C'est ainsi que le P.S.U., dans les thèses adoptées par son récent congrès de Dijon, prend pour point de départ l'affirmation que le capitalisme « est caractérisé par une tendance au dévelop-

pement illimité des forces productives, sans tenir compte des limites que lui opposent les rapports de production existants, et DONC (!?) [les majuscules sont de nous] par un

accroissement des contradictions à tous les niveaux, économique, politique, culturel ».

Ces braves gens ne semblent pas réaliser que si les forces productives peuvent connaître un développement « illimité » sans tenir compte des « limites » que leur opposent les rapports de production capitalistes, si donc ces « limites » ont pour trait caractéristique qu'elles ne limitent pas... c'est que le capitalisme lui-même est susceptible d'un développement illimité, et la perspective du socialisme une utopie.

Mais ne le réalisent-ils vraiment pas ? Ils écrivent quelques lignes plus loin, après avoir proclamé qu'il n'y aura plus de crise économique du type de 1929 (M. Nixon aimerait assez en être aussi certain), que, si la « nature » du capitalisme n'a pas changé [bien sûr, bien sûr !], ses « modalités de fonctionnement » ne sont plus les mêmes : « L'élargissement de la consommation de masse individuelle et même collective... est devenu une nécessité vitale. C'est pourquoi le capital assisté de l'Etat doit veiller à une croissance économique relativement rapide... »

On comprend la conclusion qui suit, selon laquelle le capitalisme, « condamné à une perpétuelle fuite en avant », est « susceptible d'être renversé » [donc susceptible aussi de ne pas l'être], parce que — admirez la force de l'argument ! — il a des « limites structurelles qui en font un mode de production PARTICULIER » (sic) [les majuscules sont de nous].

Que l'économie du pays capitaliste le plus puissant, les Etats-Unis, soit, à l'heure actuelle, pratiquement stagnante ne semble pas avoir ému les auteurs de ces « thèses ». Sans doute, là-bas, le capital et son Etat ne sont-ils pas au courant de leur devoir, tel que les sages du P.S.U. l'ont

défini : de « veiller à une croissance économique relativement rapide »...

Quant à la place déterminante du militarisme dans l'économie capitaliste actuelle, il est proprement stupéfiant, quoique, à la réflexion, logique, de constater que ces thèses l'ignorent superbement. Les textes staliniens que nous examinerons ensuite font d'ailleurs exactement la même chose !

Il est vrai que, pour le P.S.U., le « courant socialiste » doit rassembler, non ceux qui luttent pour la destruction de la propriété privée, capitaliste, des moyens de production — mais bien ceux qui « sont exclus de tout pouvoir effectif sur les décisions de production », et que son objectif n'est pas la destruction de l'Etat bourgeois, mais bien la « transformation du pouvoir central », sans laquelle, sommes-nous heureux d'apprendre, « la conquête du pouvoir au niveau des collectivités décentralisées et des unités de production resterait illusoire ou éphémère ».

Quelques strapontins pour le P.S.U., une participation aux « décisions de production » pour les cadres et les techniciens, voilà finalement à quoi se réduit la « stratégie globale » de ce parti « visant à la conquête du pouvoir à tous les niveaux de la décision économique et politique », la « conquête du pouvoir » dans le cadre de l'Etat capitaliste dûment préservé, « transformé » et « démocratisé », bien entendu. Aussi bien écrivent-ils sans rougir que « la transformation radicale de la société est devenue la condition nécessaire du progrès matériel », après avoir affirmé que ce même « progrès matériel » caractérisait le capitalisme ! Contradiction ? Non. Tout simplement « l'alternative socialiste » n'en est pas une.

La science à la sauce stalinienne

Le numéro de janvier-février 1970 de la revue stalinienne *Economie et politique* porte comme titre général, sur la couverture : « Science, production et lutte révolutionnaire ». Coïncidence ? Voire. Ou la rédaction d'*Economie et politique* nous a-t-elle lu ? Qui sait ? L'éditorial ne nous apprend-il pas que cette estimable revue se livre à « un effort de recherche scientifique plus indispensable que jamais aux luttes révolutionnaires » [et comment ! Révolutionnaires, les petits-bourgeois français le sont toujours avec plus de « r » que personne, comme l'a noté Trotsky], « révolutionnaires », donc, « pour la démocratie avancée, économique et politique » [ici le souffle manque] « ET [les majuscules sont de nous]

pour le socialisme » ? [Surtout, surtout, n'oublions pas le socialisme !] Cet « effort de recherche scientifique » est d'ailleurs digne du plus grand éloge, car il « approfondit l'étude du développement actuel des forces productives, montrant comment la révolution scientifique et technique amorcée aggrave les antagonismes inhérents aux rapports de production capitalistes ». Ecoutez, écoutez ! comme on dit, dans les instants d'émotion, au parlement anglais. Le développement actuel des forces productives — compatible avec le capitalisme actuel, puisque se produisant dans le cadre de ce régime — en aggrave les contradictions... On croirait entendre les thèses du P.S.U.

On nous dira peut-être que, comme l'a souligné notamment le *Manifeste communiste*, le régime capitaliste a développé les forces productives, qu'il les a même développées incomparablement plus et plus vite qu'aucun régime social qui l'a fait précédé... Pourquoi, dans ce cas, les forces productives ne pourraient-elles continuer à se développer dans le cadre de ce régime ?

Effectivement, le capitalisme a commencé, pendant de nombreux siècles, à se développer et à développer les forces productives dans les pores de la société féodale, la faisant finalement éclater et créant les conditions de la révolution bourgeoise et d'un développement plus rapide des forces productives. Le capitalisme était alors *progressiste*, et le développement des forces productives qu'il a impulsé créait les prémisses matérielles indispensables — y compris la classe ouvrière — sans lesquelles le socialisme n'était qu'une utopie, un rêve généreux de philosophes et de poètes. Cette époque historique s'est terminée, en même temps que la première moitié du XIX^e siècle, lorsque, sur la base même de ces prémisses, est né le socialisme scientifique, expression théorique des premières luttes du mouvement ouvrier et de la conscience que prenait le prolétariat de sa mission historique. Une nouvelle époque a commencé, où le capitalisme est devenu *relativement réactionnaire*, c'est-à-dire qu'il développait encore les forces productives (donc toute la culture, toute la civilisation), mais que, si le prolétariat avait pris le pouvoir en Europe dès

1848, le développement des forces productives se serait poursuivi sur un rythme incomparablement plus rapide.

A partir du début de ce siècle, le capitalisme atteint son stade suprême, celui de l'impérialisme. Le développement — même freiné et retardé — des forces productives n'est plus compatible avec le mode de production capitaliste. Le capitalisme est désormais *absolument réactionnaire*. La transformation des forces productives en forces destructives se manifeste pour la première fois sur une immense échelle avec la première guerre mondiale (1914-1918). L'impérialisme, c'est, comme l'écrit Lénine, « *la réaction sur toute la ligne* ». C'est précisément pourquoi l'époque de la révolution prolétarienne mondiale est commencée en Russie en 1917. La formation de l'Internationale communiste, parti mondial de la révolution, n'a pas d'autre signification.

Lénine et les fondateurs de l'I.C. se sont-ils trompés ? Le capitalisme, à son stade impérialiste, n'était-il encore que *relativement* réactionnaire ? Ou encore l'impérialisme n'était-il pas le « *stade suprême* » (Lénine) du capitalisme ? Celui-ci est-il entré dans un nouveau stade, où il n'est de nouveau *plus que relativement* réactionnaire, et qui n'est donc plus l'époque de la révolution prolétarienne mondiale, seule alternative à la chute dans la barbarie ou l'anéantissement thermonucléaire ? Tel est le sens de la discussion sur les forces productives.

Un "aspect des choses"...

Mais revenons à *Economie et politique*. Examinons maintenant l'article leader de cette revue, la contribution d'un certain Claude Vernay à « *l'effort de recherche scientifique plus indispensable que jamais* » que l'on sait, intitulée *Le développement actuel des forces productives*.

Il commence par ces lignes :

« Pour que la production se déroule, il faut des instruments de travail ; il faut des matériaux, de l'énergie ; il faut disposer de la terre et du sous-sol. Il faut AUSSEI [les majuscules sont de nous] que LES HOMMES [idem] soient préparés à cette production, c'est-à-dire formés, éduqués, et aussi organisés d'une certaine façon. C'est cet ASPECT DES CHOSES [idem] qu'on désigne par l'expression de "forces productives". »

Ainsi, les forces productives sont un « *aspect des choses* ». On aurait tort de voir dans cette formulation une simple manifestation de ce que l'auteur, épuisé par le fameux « *effort de recherche scientifique* », ne parvient plus à trouver ses mots. Qu'il ne manie sa langue maternelle qu'avec bien des peines, c'est visible. Mais les lignes que nous venons de lire n'ont rien de fortuit. Si, pour le stalinien Vernay, les forces productives de l'humanité sont un « *aspect des choses* », c'est qu'il se place du point de vue de ce néo-scientisme que nous avons analysé plus haut, dans la première partie de cette étude.

Les forces productives, dans leur réalité historique et sociale, intègrent, certes, trois éléments.

En premier lieu, l'élément *naturel*, ressources de l'atmosphère, du sol et du sous-sol, cours d'eau, lacs et mers, climats, etc., qui existait

avant l'homme et constitue l'objet de son activité productive ; seul cet élément naturel peut être qualifié de « choses », « choses en soi » que l'homme, par son travail, s'approprie et transforme en « choses pour nous », comprises, dominées, utilisées.

En second lieu, les moyens de travail, instruments, machines, objets matériels, produits du travail humain, dans le cadre de rapports sociaux déterminés ; ces « forces productives matérielles » ne sont déjà plus des choses ; pour les analyser, les connaissances techniques ne suffisent pas ; les lois de la technologie n'en déterminent pas seules la nature ; non seulement dans l'emploi qui en est fait, mais dans leur nature même, dans leur être, s'inscrivent les rapports sociaux au sein desquels elles ont été produites, et le caractère antagonique de ces rapports sociaux, du mode de production qu'ils caractérisent, de la division du travail que ce mode de production a développée et qui est elle-même modelée par la division en classes de la société, par la lutte irréconciliable entre les classes adverses. Les forces productives qui se sont développées sous le capitalisme manifestent ainsi leurs traits spécifiques, d'une part, par leur tendance à se transformer en forces destructives, d'autre part, par le caractère parcellaire du travail, la spécialisation poussée à l'extrême, si bien que personne n'a de vue d'ensemble, et encore bien moins de contrôle, de l'appareil de production de la société, même sous son aspect technique. Personne, non seulement ne le maîtrise (il faudrait pour cela exproprier les possesseurs privés des moyens de production) mais même ne peut élaborer les concepts théoriques qui seront nécessaires à cette maîtrise, lorsque la révolution socialiste en aura créé les conditions sociales.

Le troisième élément des forces productives,

et qui est décisif, c'est l'homme, « la classe ouvrière, principale force productive de la société », pour reprendre l'expression souvent citée mais peu comprise de Marx. Sans les travailleurs manuels et intellectuels qui savent mettre en mouvement les forces productives matérielles, sans la culture, la science, la technique produite par l'humanité au cours de son développement historique et transmise de génération en génération, la nature n'est plus qu'une étrangère redoutable, les forces productives matérielles accumulées, comme les bibliothèques où s'entasse le savoir, qu'un immense cimetière.

Ces trois éléments sont inextricablement liés : pour paraphraser ce qu'écrit Marx du capital, les forces productives ne sont pas des « choses », mais un complexe de rapports sociaux au sein desquels elles sont mises en mouvement par les travailleurs. En faire des « choses », c'est faire de leur développement historique un mécanisme fatal, automatique, un phénomène aussi extérieur à l'humanité que l'évolution des galaxies ou la naissance et la mort des étoiles ; c'est soustraire le facteur décisif de l'histoire, l'acquis essentiel de trois millions d'années de préhistoire et de dix mille années d'histoire à l'emprise de ce qui, pour les marxistes, est le ressort de l'histoire, la conscience, la lutte de la classe ouvrière, « l'homme vivant et agissant » ; c'est, une fois de plus, expulser l'homme de l'histoire de l'homme, le réduire au rôle d'observateur impuissant de phénomènes sur lesquels il ne peut rien. C'est renoncer à la lutte pour la révolution prolétarienne, en s'en remettant à la force des choses (d'autres disent : à la divine providence), à la « révolution scientifique », du soin de préparer l'avenir. C'est rendre impuissante, chloroformer la classe qui tient entre ses mains le sort de l'humanité.

...étudiées en "elles-mêmes"

On pensera peut-être que les trois mots « aspect des choses » ne sont pas une base suffisante pour les conclusions que nous en tirons. Mais tout le reste de l'article les confirme. C'est ainsi que nous allons voir Claude Vernay parler de la formation, de l'éducation et de l'organisation des « hommes » en général, en oubliant que ces hommes sont divisés en classes, et que cette division en classes détermine les traits fondamentaux de leur formation, de leur éducation et de leur organisation, et le voir ajouter :

« On va étudier les forces productives "en elles-mêmes". Mais tout va nous mon-

trer constamment l'importance décisive des rapports de production dans le développement, l'orientation, la nature même des forces productives. »

Autrement dit, on ne peut étudier les forces productives en elles-mêmes : c'est pourquoi on va le faire.

La même méthode présidera aux développements qui suivent (de même qu'à d'innombrables textes analogues) : le développement de la science et de la technique est identifié à un prétendu développement des forces productives. Bien sûr, il y a d'importants aspects « sociaux »

au problème, bien sûr les contradictions du capitalisme s'aggravent (de la lutte de la classe ouvrière il n'est, il est vrai, pas question) — mais considérons la science et les forces productives « pour elles-mêmes » : elles se développent rapidement. Donc, on peut, sans détruire l'Etat bourgeois ni les rapports sociaux capitalistes, marcher (par des moyens « révolutionnaires », bien sûr) à la « démocratie avancée ».

C'est ainsi que Claude Vernay, après nous avoir appris que le « caractère social des moyens de production » qui « caractérise le capitalisme » entre en contradiction avec la propriété de ces mêmes moyens, que « le progrès technique ne cesse de mettre à la disposition de la société des sources de développement toujours nouvelles et inépuisables », déplore que le capitalisme « limite... freine... dévoie... » ces possibilités. Il ne les bloque pas, les forces productives se développent quand même, mais, avec le socialisme, elles se développeraient plus et mieux. « ... L'automatisation de la production matérielle, écrit encore notre auteur, annonce une nouvelle époque historique dans le développement des forces productives » [c'est Vernay qui souligne — et sans aucune référence à la nécessité ou à l'utilité de la révolution socialiste pour cette « nouvelle époque historique »]. Toutefois « toute la politique actuelle montre que l'automatisation n'est actuellement que ce que le régime capitaliste lui permet d'être », car « le progrès technique ne saurait décider seul de l'EVOLUTION [les majuscules sont de nous] des rapports sociaux. Comme on le sait, la réalisation effective de la révolution technologique n'en est qu'à ses premiers pas. »

Glanons encore au passage cette perle, particulièrement savoureuse à un moment où la bourgeoisie française a entrepris la liquidation de la recherche scientifique, la démolition de l'Université, s'attaque à la santé publique, etc. :

« ... Le capital doit susciter une masse croissante de travail intellectuel pour subsister. C'est d'abord celui des enseignants, de plus en plus nombreux, nécessaires à une élévation du niveau culturel et technique des travailleurs. C'est celui des hommes de science, dont l'activité est vitale pour le développement des connaissances, et, par là, indirectement, de la production et de toute la société. D'autres catégories encore (travailleurs de la culture, de la santé, etc.) se développent nécessairement. »

Après la grève des étudiants en médecine, qui n'étaient pas au courant que leur « catégorie » se développait nécessairement, après la réduction du nombre de postes aux divers concours de recrutement d'enseignants, après les protestations que le P.C.F. lui-même s'est senti obligé

d'émettre contre le budget de l'éducation nationale, etc., tout commentaire serait superflu.

Naturellement, il y a aussi la contrepartie : « Le capitalisme ne cesse de freiner ce développement... pris entre sa tendance à déqualifier le travail [tiens, tiens !] et la nécessité à long terme de développer les forces productives, le capital multiplie les contradictions », et ainsi de suite à perte de vue. Il faut bien soutenir la réputation « révolutionnaire » du P.C.F. Il le faut d'autant plus en ce moment qu'il importe de pouvoir condamner Garaudy là où il est le plus faible, c'est-à-dire là où il se borne à exposer de manière conséquente les thèses mêmes du P.C.F. sur les changements subis par le capitalisme, la croissance des forces productives, l'importance nouvelle des intellectuels, etc., pour ne pas avoir à débattre avec lui de sujets plus délicats tels que la Tchécoslovaquie, l'amicale visite faite par le mouchard Etienne Fajon à son ami le stalinien Bilak pour lui fournir des matériaux contre Dubcek, le rôle de la bureaucratie du Kremlin, etc.

Cette indispensable contrepartie, ou plutôt cette indispensable opération de camouflage, conduit naturellement à d'innombrables contradictions partielles, déviations, confusions, etc., sur lesquelles il ne nous est pas possible de nous attarder en détail. C'est ainsi que, selon Claude Vernay, comme nous l'avons vu, « la révolution technologique n'en est qu'à ses premiers pas », alors que les thèses du 19^e congrès du P.C.F. montrent carrément (thèse 10) le « capitalisme monopoliste confronté aux exigences de la révolution scientifique et technique », considérée comme accomplie, tandis que, pour Vernay, elle n'était qu'une « possibilité » ouverte par l'automatisation. C'est ainsi que les mêmes thèses écrivent froidement, comme Vernay qui n'a fait que les recopier (thèse 8) :

« Le nombre des ingénieurs, cadres et techniciens, des enseignants, des chercheurs, des intellectuels de toutes disciplines, dont l'activité est de plus en plus nécessaire au développement économique, social et culturel, va s'accroissant », le « développement économique, social et culturel » pouvant, notons-le bien, être considéré en soi, indépendamment du caractère capitaliste du mode de production, donc du caractère de classe de l'économie, de la société, de la culture : pour les auteurs des « Thèses » il s'agit manifestement là d'un « aspect des choses », comme le sont les forces productives pour l'estimé Vernay — ce qui ne les empêche pas de constater avec mélancolie à la thèse 5 que « la recherche scientifique civile, plus particulièrement la recherche fondamentale, est menacée d'une asphyxie [il ne s'agit, notons-le bien, que d'une « menace »] qui PORTERAIT tort [les majuscules sont de nous — notez bien le conditionnel] tant

au progrès économique [au progrès de l'économie capitaliste] qu'à l'indépendance nationale ». Ah ! si les capitalistes, dans leur propre intérêt, dans l'intérêt même du développement de LEUR économie, de LEUR société, de LEUR culture, pardon, de l'économie nationale, de l'indépendance nationale, voulaient bien suivre nos conseils ! En un mot, la « démocratie avancée », c'est le capitalisme intelligent, ayant pris conscience de ses intérêts véritables...

Que nos stalinienens considèrent donc la « révolution scientifique et technique » comme accomplie (comme le font les Thèses du 19^e congrès du P.C.F., non seulement la thèse 8 déjà citée, mais aussi bien la thèse 41), ou que l'on répète sur tous les tons qu'elle « s'amorce » (*Economie et politique*, n° 188 de mars 1970, sous la plume de Guy Besse), et que l'erreur de Garaudy est de raisonner comme si elle « avait déjà donné son plein », qu'elle « n'est qu'à ses débuts, ce qui permet de considérer comme totalement inconsistantes les conclusions (comme celles de Garaudy) selon lesquelles on en serait déjà à un stade très avancé de ce développement, avec toutes les conséquences sociales et politiques qui en découleraient » (idem, p. 42, sous la plume de Pierre Bourdieu) — la thèse fondamentale des révisionnistes, qu'il s'agisse des stalinienens ou des centristes, est toujours la même : la science joue, dans la société actuelle, un rôle nouveau ; les forces productives croissent rapidement, c'est pourquoi le capitalisme a changé de nature. Il

est devenu le néo-capitalisme, selon la terminologie des centristes (notamment d'Ernest Mandel), ou le capitalisme monopoliste d'Etat, selon la terminologie stalinienne. C'est pourquoi la mission historique de la classe ouvrière n'est plus de détruire de fond en comble l'Etat bourgeois et d'instaurer sur ses ruines l'Etat ouvrier des conseils. C'est pourquoi le problème qui se pose aujourd'hui est autre : c'est celui de la révolution à l'Université (le P.S.U., les pablistes) — pardon, de la réforme démocratique de l'Université (les stalinienens) — du pouvoir ouvrier dans l'entreprise, de l'association des travailleurs aux « décisions de production » (les centristes) — pardon, de « l'union des forces ouvrières et démocratiques », de la « participation réelle des citoyens à la définition et à l'application d'une politique de progrès économique, social et culturel » (thèse 16 du 19^e congrès du P.C.F.) dans le cadre d'une « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme ». La « démocratie avancée », somme toute, c'est l'avatar ultime de la théorie des « siècles de transition entre le capitalisme et le socialisme » au nom de laquelle, il y a 19 ans bientôt, Michel Pablo a entrepris, avec ses complices Ernest Mandel et Pierre Frank, de liquider la IV^e Internationale fondée par Trotsky en rejetant au rang des vieilles lunes son programme, le programme du marxisme, qui procède de la constatation que « les forces productives ont cessé de croître ».

Une démocratie fort avancée

La « démocratie avancée », nous disent les Thèses du 19^e congrès, mettra en œuvre d'importantes réformes à la fois dans les domaines politique et économique pour limiter progressivement et systématiquement l'emprise des monopoles sur la nation... Le P.C.F. considère la démocratie : politique, économique et sociale comme une CREATION CONTINUE » [les majuscules sont de nous]. L'EVOLUTION PERMANENTE, en quelque sorte... Tout ce conte de fées s'accomplirait, bien entendu, sous la houlette de l'Etat bourgeois, dont le formidable appareil répressif resterait intact — dans le cadre du mode de production capitaliste, puisqu'il n'est pas question d'exproprier les capitalistes, mais seulement des fameuses « nationalisations démocratiques », consistant à remettre à l'Etat capitaliste (démocratique, bien entendu, et même avancé, tout comme certains fromages), qui en possède déjà un certain nombre (S.N.C.F., E.D.F., Renault...), la propriété de nouvelles

entreprises, tant et si bien que « dans les conditions de notre temps », le P.C.F. « estime possible que le passage de la France au socialisme revête une forme pacifique ».

Les Thèses, il est vrai, se gardent bien de poser le problème de la nature de classe de l'Etat et de l'économie sous le régime de la « démocratie avancée ». Mais les rédacteurs d'*Economie et politique*, eux, n'ont peur de rien. Par la plume de Patrice Grevet (n° 188 de mars 1970, pp. 21 et suivantes), ils s'interrogent : « A quel moment se situe le bond révolutionnaire entre capitalisme et socialisme ? » Et ils répondent : NULLE PART. Ecoutez plutôt :

« Le projet de thèses montre bien que la démocratie avancée n'est pas encore le socialisme » (Mais l'auteur écrit plus loin : « Ce n'est pas une phase du mode de production capitaliste », mais, plus haut, page 15 de la même revue, Jacques Brière nous enseigne qu' « il faut,

avant tout, ne pas considérer celle-ci comme... une sorte de "système nouveau" que nous introduirions entre le capitalisme et le socialisme, quelque chose qui ne serait ni l'un ni l'autre, tout en étant un peu l'un et l'autre [la « démocratie avancée » ne se situe donc ni dans le cadre du capitalisme, ni dans le cadre du socialisme, ni entre les deux !] et donc que le bon révolutionnaire ne se situe pas encore au début de la démocratie avancée. Se situe-t-il à la fin ? Il me semble au contraire que le bond révolutionnaire couvre toute [souligné dans le texte] la période de démocratie avancée [essayez donc de bondir pendant toute une période ! Le grand bond en avant, peut-être ?], que la démocratie avancée est une forme, parmi d'autres historiquement définies, de la transition révolutionnaire [avec combien de « r » ?] entre capitalisme et socialisme [c'est toujours l'illustre Grevet qui souligne]. »

Notre héroïque Grevet s'interroge encore sur « la nature des rapports de production » dans la démocratie avancée, pour répondre avec fermeté : « Il y aurait, pendant la démocratie avancée, une combinaison nécessairement instable [gare à l'explosion !] de rapports de production, caractéristique d'une période de transition » — et sur « le contenu de classe de l'Etat pendant la démocratie avancée » [la question à 128.000 dollars au moins !], qui « sera nécessairement l'objet d'une lutte de classes acharnée », car « il ne s'agit pas encore de l'Etat socialiste », mais « pas non plus de l'Etat bourgeois ». On voit où mène la « révolution scientifique et technique » dès « ses premiers pas » !

Et ce Grevet-là est aujourd'hui occupé, avec ses complices en falsification du marxisme, à célébrer le 100^e anniversaire de la naissance de l'homme qui, à la veille de la révolution d'Octobre, écrivait :

« ... La déformation "kautskyste" du marxisme est beaucoup plus subtile. "Théoriquement", on ne conteste ni que l'Etat soit un organisme de domination de classe ni que les antagonismes de classes soient inconciliables. Mais on perd de vue ou on estompe le fait suivant : si l'Etat est un produit des antagonismes de classes inconciliables, ... il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, mais aussi sans la suppression [sou-

ligné dans le texte] de l'appareil du pouvoir d'Etat qui a été créé par la classe dominante... »

Et, plus loin :

« Selon Marx et Engels, la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de la machine d'Etat toute prête et la mettre en marche pour la faire servir à ses propres fins ... L'interprétation courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx ... est que Marx aurait souligné dans ce passage l'idée de l'évolution lente, par opposition à la prise du pouvoir, et ainsi de suite. En réalité, c'est le contraire qui est vrai [souligné dans le texte]. L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit briser, démolir la machine d'Etat [idem]... c'est la condition PREALABLE [les majuscules sont de nous] de toute révolution populaire, ... la condition préalable de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires. » Et encore : « De 1852 à 1891, durant quarante années, Marx et Engels ont enseigné au prolétariat qu'il doit briser la machine d'Etat. Or Kautsky, en 1899... escamote [souligné dans le texte] sur ce point la question de savoir s'il faut briser cette machine, en lui substituant celle des formes concrètes de cette démolition. »

L'auteur des lignes qu'on vient de lire n'aurait pas été particulièrement surpris, il est vrai, de voir les Grevet, Marchais et autres Fajon se réclamer de lui pour trahir cyniquement ses enseignements. N'avait-il pas écrit au début de la même brochure, de *l'Etat et la révolution*, ces lignes justement fameuses :

« Du vivant des grands révolutionnaires, les classes oppressives les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la plus sauvage fureur, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine gloire, afin de consoler les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. »

Une autre falsification

Il nous faut ici parler un peu d'une autre falsification dont Lénine fait l'objet : celle relative au « capitalisme monopoliste d'Etat », dont

le malheureux Grevet nous dit : « Au centre de l'analyse concrète de la situation de la France en 1970 [par les thèses du 19^e congrès du P.C.F.],

il y a toute la richesse des travaux développés par notre parti sur le C.M.E. ... Le C.M.E., phase ultime du mode de production capitaliste, est UNE TOTALITE ORGANIQUE QUI AFFECTE LES RAPPORTS DE PRODUCTION, L'ETAT, LES IDEOLOGIES [les majuscules sont de nous] ... *Ainsi la spécificité principale, pas la seule [sic], de la démocratie avancée... c'est de partir du capitalisme devenu C.M.E...* »

Et Claude Vernay, que nous avons eu bien tort d'oublier un peu, n'écrivait-il pas que « LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT, FAISANT SUITE AU MONOPOLISME SIMPLE, AU SENS DE L'IMPERIALISME, AYANT DEVELOPPE D'ENORMES FORCES PRODUCTIVES NOUVELLES, EST LA PHASE ULTIME DE LA SOCIETE CAPITALISTE, L'ANTI-CHAMBRE DE LA SOCIETE SOCIALISTE. IL PREPARE LES BASES MATERIELLES D'UNE SOCIETE NOUVELLE ET LE PASSAGE A CETTE SOCIETE NE POURRA SE FAIRE QUE SUR LA BASE DES CONDITIONS SOCIALES QU'IL A CREEES » ? Autrement dit, Lénine s'était trompé. L'impérialisme n'était pas le stade suprême du capitalisme, l'époque de la révolution prolétarienne. Grâce au rôle nouveau joué par la science à notre époque, à l'impérialisme a succédé un nouveau stade du capitalisme, le « *capitalisme monopoliste d'Etat* » (sinon même un nouveau mode de production supérieur au capitalisme en général). Les forces productives se développent impétueusement. L'analyse socio-économique de Marx et de Lénine étant dépassée, leurs conclusions politiques ne sont plus valables. La classe ouvrière n'a plus pour tâche de briser, de « *faire exploser* » la « *machine* » de l'Etat bourgeois. Le recours à une « *révolution violente* » n'est même plus nécessaire. Le passage au socialisme se réalisera pacifiquement, par un « *processus continu* », par une transformation graduelle des rapports sociaux et du « *contenu de classe de l'Etat* » au moyen de la « *démocratie avancée* ».

Qu'il s'agisse là du réformisme, du « *kautskysme* » le plus éculé, c'est assez clair pour tous ceux qui ont lu, fût-ce superficiellement, *l'Etat et la révolution*. Que cela soit chaque jour contredit par l'expérience que font les travailleurs dans la lutte de classes ne l'est pas moins — l'appareil répressif de l'Etat bourgeois que les travailleurs doivent affronter dès qu'ils entrent en lutte est aujourd'hui cent fois plus puissant, cent fois plus concentré qu'il y a 118 ans, alors que Marx, pour la première fois, écrivit que « *la condition préalable de toute révolution vraiment populaire* » consistait à le détruire de fond en comble.

Mais nos staliniens prétendent que c'est Lénine

qui a le premier analysé « *le capitalisme monopoliste d'Etat* ». Il n'est pas inutile d'y regarder de plus près.

Lénine a employé l'expression « *capitalisme monopoliste d'Etat* » ou simplement « *capitalisme d'Etat* » non dans l'acception restreinte (qui est celle qu'utilise par exemple Engels dans *l'Anti-Dühring*) d'un régime où l'Etat capitaliste serait propriétaire des moyens de production, mais dans le sens plus général d'*intervention de l'Etat* dans l'économie pour la régler, l'administrer, la contrôler.

Il en a parlé pour la première fois dans la brochure *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* (écrite du 23 au 27 septembre 1917) pour montrer que les partis petits-bourgeois qui prétendaient se réclamer de la « *démocratie révolutionnaire* » n'avaient d'autre issue, s'ils étaient réellement « *démocrates révolutionnaires* », que de marcher au socialisme en nationalisant les banques et en organisant l'intervention de l'Etat dans tous les domaines de la vie économique.

Après la révolution d'Octobre, notamment dans l'article *Sur l'infantilisme de gauche* du 5 mai 1918, puis, plus tard, dans sa brochure du 21 avril 1921 *L'impôt en nature* (chacun de ces textes cite d'ailleurs le ou les précédents), il a souligné que le « *capitalisme d'Etat* », c'est-à-dire la réglementation, l'administration, le contrôle par l'Etat de la vie économique représenterait, face à la petite production marchande, avant tout paysanne, qui dominait l'économie russe, un grand progrès et l'objectif immédiat que devraient se fixer les bolcheviks, l'arriération de la Russie et l'inculture du prolétariat ne permettant pas, tant que l'Etat ouvrier restait isolé, une organisation socialiste des rapports de production et de distribution (pour ne citer qu'un exemple, il avait fallu revenir au système de la direction unique dans l'entreprise, avec un directeur désigné par l'Etat, au lieu de la direction par un collectif de travailleurs élu).

Dans chaque cas, la question décisive reste bien entendu, pour Lénine, celle de la nature de classe de l'Etat.

Mais laissons plutôt la parole à Lénine — un peu longuement peut-être, mais il s'agit de textes auxquels les propagandistes staliniens se réfèrent fréquemment... tout en se gardant bien de les citer, pour des raisons que l'on comprendra sans peine en les lisant (ce qui est souligné l'est par Lénine) :

« *Tout le monde parle de l'impérialisme. Mais l'impérialisme n'est autre chose que le capitalisme monopoliste.*

Que le capitalisme, en Russie également, soit devenu monopoliste, voilà ce qu'attestent

tent assez le "Prodougol", le "Prodamet", le syndicat du sucre, etc. Ce même syndicat du sucre nous fournit un exemple saisissant de la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat.

Or qu'est-ce que l'Etat ? C'est l'organisation de la classe dominante : en Allemagne, par exemple, celle des hobereaux et des capitalistes. Aussi ce que les "Plekhanov allemands" (Scheidemann, Mansch et autres) appellent le "socialisme de guerre" n'est-il en réalité que le capitalisme d'Etat du temps de guerre ou, pour être plus clair et plus simple, un bague militaire pour les ouvriers en même temps que la protection militaire des profits capitalistes.

Eh bien, essayez un peu de substituer à l'Etat des capitalistes et des grands propriétaires fonciers l'Etat démocratique révolutionnaire, c'est-à-dire un Etat qui détruit révolutionnairement tous les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement le démocratisme le plus complet. Et vous verrez que dans un Etat véritablement démocratique et révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'Etat signifie inévitablement, infailliblement, un pas, ou des pas en avant vers le socialisme !

Car, si une grande entreprise capitaliste devient monopoliste, c'est qu'elle dessert le peuple entier. Si elle est devenue monopole d'Etat, c'est que l'Etat (c'est-à-dire l'organisation armée de la population et, en premier lieu, des ouvriers et des paysans, si l'on est en régime démocratique révolutionnaire) dirige toute l'entreprise. Dans l'intérêt de qui ?

Ou bien dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ; et nous avons alors un Etat non pas démocratique révolutionnaire, mais bureaucratique réactionnaire, une république impérialiste.

Ou bien dans l'intérêt de la démocratie révolutionnaire ; et alors c'est ni plus ni moins un pas vers le socialisme.

Car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat. Ou encore : le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'Etat mis au service du peuple entier et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste.

Ici, pas de milieu. Le cours objectif du développement est tel qu'on ne saurait avancer, à partir des monopoles (dont la

guerre a décuplé le nombre, le rôle et l'importance), sans marcher au socialisme.

Ou bien l'on est réellement démocrate révolutionnaire. Et alors on ne saurait craindre de s'acheminer vers le socialisme.

Ou bien on craint de s'acheminer vers le socialisme, et l'on condamne tous les pas faits dans cette direction, sous prétexte, comme disent les Plekhanov, les Dan et les Tchernov, que notre révolution est bourgeoise, qu'on ne peut pas "introduire" le socialisme, etc. Dans ce cas, l'on en arrive fatalement à la politique de Kerenski, Milioukov et Kornilov, c'est-à-dire à la répression bureaucratique réactionnaire des aspirations "démocratiques révolutionnaires" des masses ouvrières et paysannes.

Il n'y a pas de milieu.

Et c'est là la contradiction fondamentale de notre révolution. »

(Œuvres, édition française, T. XXV, pp. 388-389.)

Le texte ne prête à aucune équivoque. L'emploi du terme « démocratie révolutionnaire » n'est ici qu'une forme de l'injonction adressée aux partis petits-bourgeois (le parti menchevique et le parti socialiste-révolutionnaire) de rompre leur coalition avec la bourgeoisie et de s'orienter dans un sens conforme à l'intérêt et à la volonté des masses ouvrières et paysannes qu'ils prétendent représenter. Quant à ceux qui voudraient soutenir que la « démocratie révolutionnaire » a une parenté quelconque avec la « démocratie avancée », Lénine a pris soin de leur répondre par avance. Il écrit dans la même brochure, un peu plus haut (o.c., p. 383) :

« Car c'est la conquête du pouvoir par le prolétariat, avec le parti bolchevique à sa tête, qui seule pourrait mettre fin aux infamies perpétrées par Kerenski et consorts, et remettre en marche les organisations démocratiques de ravitaillement, d'approvisionnement, etc., dont Kerenski et son gouvernement sabotent le fonctionnement.

Les bolcheviks s'affirment — l'exemple cité le montre avec une clarté parfaite — comme les représentants des intérêts du peuple entier, qui lutte pour assurer le ravitaillement et l'approvisionnement, pour satisfaire les besoins les plus immédiats des ouvriers et des paysans, en combattant la politique hésitante et irrésolue des socialistes révolutionnaires et des mencheviks, qui est une vraie trahison et dont l'application a conduit le pays à cette honte qu'est la hausse du prix du blé ! »

La question décisive

La question décisive demeure l'Etat. Dans le cadre de l'Etat bourgeois impérialiste, l'intervention de l'Etat pour « contrôler, réglementer, recenser, administrer » signifie l'esclavage accru des masses travailleuses, elle se fait en effet sur la base de la propriété privée des moyens de production et pour sauver celle-ci, sur la base du régime économique dont la loi suprême est le profit et pour sauvegarder et accroître les profits de l'oligarchie financière. Dans le cadre de l'Etat ouvrier, qui ne peut s'instaurer que sur les ruines de l'Etat bourgeois, le « capitalisme d'Etat », le contrôle, la réglementation, le recensement, l'administration par l'Etat ouvrier qui — comme l'écrit Lénine au même moment dans *L'Etat et la révolution* — doit, pour toute une étape, maintenir les « normes bourgeoises de répartition », restant donc en même temps un « Etat bourgeois sans bourgeoisie », représente, surtout dans un pays où domine l'anarchie de la petite production, un immense progrès et le premier pas dans l'édification du socialisme. Bien loin d'ouvrir la possibilité d'un passage pacifique au socialisme, d'une transformation « de l'intérieur » de l'appareil d'Etat bourgeois en serviteur des masses, la tendance à l'intervention croissante de l'Etat capitaliste dans l'économie, le « capitalisme monopoliste d'Etat » ne fait que rendre plus indispensable et urgente la destruction du vieil appareil bureaucratique et la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, organisée en conseils (soviets). C'est ce que Lénine souligne dans un article écrit juste au même moment, *Une des questions fondamentales de la révolution*, paru le 27 septembre 1917 :

« Toute l'histoire des pays de parlementarisme bourgeois et aussi, dans une large mesure, des pays bourgeois constitutionnels, montre que les changements de ministres ont fort peu d'importance, tout le travail réel d'administration étant confié à une immense armée de fonctionnaires. Or cette armée est profondément imbuée d'un esprit antidémocratique, rattachée par des milliers et des millions de liens aux grands propriétaires fonciers et à la bourgeoisie dont elle dépend de toutes les manières. Cette armée baigne dans une atmosphère de rapports bourgeois, qui est la seule qu'elle respire ; momifiée, encroûtée, figée, elle n'a pas la force de s'arracher à cette ambiance ; elle ne peut changer sa façon de penser, de sentir et d'agir. Elle est enchaînée par un système de hiérarchie, par certains privilèges attachés au « service de l'Etat » ; quant à ses cadres

supérieurs, ils sont complètement asservis, par l'intermédiaire des actions et des banques, au capital financier dont ils sont eux-mêmes, dans une certaine mesure, les agents, dont ils dépendent les intérêts, et propagent l'influence.

Tenter d'effectuer, au moyen de cet appareil d'Etat, des réformes telles que l'abolition sans indemnité de la grande propriété foncière ou le monopole des céréales, etc., c'est s'illusionner au plus haut point, c'est se tromper soi-même et tromper le peuple. Cet appareil peut servir une bourgeoisie républicaine en instituant une république qui est une « monarchie sans monarque », comme la III^e République en France, mais il est absolument incapable d'appliquer des réformes, ne disons pas abolissant, mais même rognant ou limitant effectivement les droits du capital, les droits de la « sacro-sainte propriété privée ». Cela explique que dans tous les ministères de « coalition » auxquels participent des « socialistes », ces derniers ne sont en fait qu'un vain ornement ou servent au gouvernement bourgeois de paravent, de paratonnerre contre l'indignation populaire, sont un moyen de duper les masses à l'aide de ce gouvernement, même si certains d'entre eux sont d'une absolue bonne foi. C'est ce qui s'est passé avec Louis Blanc en 1848 ; c'est ce qui s'est passé, depuis, des dizaines de fois avec les ministères à participation socialiste en Angleterre et en France ; c'est ce qui s'est passé avec Tche:nov et Tseretelli en 1917, et ce qui se passera tant que durera le régime bourgeois et que subsistera intact le vieil appareil d'Etat bureaucratique.

Or l'un des grands mérites des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, c'est qu'ils représentent un nouveau type d'Etat, infiniment supérieur, incomparablement plus démocratique. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont fait le possible et l'impossible pour transformer les soviets (surtout celui de Petrograd et le soviet de Russie, c'est-à-dire le Comité exécutif central) en de purs moulin à paroles, occupés, sans couleur de « contrôle », à voter des résolutions et des vœux impuissants, dont le gouvernement remettait, avec le sourire le plus poli et le plus aimable, la réalisation aux calendes grecques. Mais il a suffi de la « brise fraîche » du kornilovisme, qui promettait un bel

orage, pour que l'atmosphère au soviétique se trouvât temporairement purifiée de tous ses miasmes et que l'initiative des masses révolutionnaires commençât à se manifester comme quelque chose de grand, de puissant, d'invincible. (...)

Le grand péché des chefs socialistes-révolutionnaires et mencheviques est de n'avoir pas confiance dans les masses, de redouter leur initiative, leur action indépendante, de trembler devant leur énergie révolutionnaire au lieu de l'appuyer entièrement et

sans réserve. Voilà où il faut chercher l'une des raisons profondes de leur indécision, de leurs hésitations, de leurs tentatives perpétuelles et perpétuellement infructueuses de verser un vin nouveau dans les vieilles outres de l'ancien appareil d'Etat bureaucratique. (...)

Il n'y a pas de moyen terme. L'expérience l'a bien montré. Ou bien tout le pouvoir aux soviets et la démocratisation complète de l'armée, ou bien le kornilovisme. »

Une nouvelle phase du capitalisme ?

Pour les staliniens, le « capitalisme monopoliste d'Etat » représente une nouvelle phase du capitalisme : la « phase ultime de la société capitaliste », bien sûr, comme ils le répètent sur tous les tons, « faisant suite au monopolisme simple, au sens de l'impérialisme, ayant développé d'énormes forces productives nouvelles », comme le déclarait encore Paul Boccara (*Economie et politique*, n° 143-144 de juin-juillet 1966), intervenant à la « Conférence internationale sur le capitalisme monopoliste d'Etat » de Choisy-le-Roi (26-29 mai 1966), après avoir dénoncé, « même dans nos propres rangs », ceux qui « refusent de parler de transformation des rapports de production ... ou qui, tout en parlant de phase de déclin du capitalisme, REFUSENT DE PARLER DE NOUVELLE PHASE DE DEVELOPPEMENT » [les majuscules sont de nous]. « ... Le capitalisme contemporain, ce n'est plus le capitalisme monopoliste simple, mais le capitalisme monopoliste d'Etat... Le C.M.E. est la phase ultime de l'impérialisme » (Donc, la « phase ultime » du « stade suprême ». A quand la dernière étape de la phase ultime du, etc. ?) « ... Il nécessite une explication nouvelle, originale... Le C.M.E. n'est pas seulement une totalité sociale, économique, mais comprend aussi d'autres aspects, politiques, idéologiques, etc. »

Pour Lénine, au contraire, il ne s'agit là que d'une des tendances, d'un aspect de l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Il définit par exemple dans *L'Etat et la révolution* l'impérialisme comme « l'époque du capital bancaire, époque des gigantesques monopoles capitalistes, époque où le capitalisme de monopole évolue en capitalisme de monopole d'Etat », époque caractérisée par « le renforcement extraordinaire de la machine d'Etat, l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire, la répression s'accroissant contre le prolétariat, aussi bien dans les régimes monarchiques

que dans les pays républicains les plus libres », et ajoute : « Aujourd'hui l'histoire universelle conduit sans nul doute, sur une échelle infiniment plus vaste qu'en 1852, à la "concentration" de toutes les forces de la révolution prolétarienne en vue de "détruire" la machine d'Etat. »

Comme ces lignes sont plus actuelles — à l'heure où la répression s'aggrave sans cesse, où la loi scélérate est devant le parlement et où le P.C.F. ne néglige rien pour disloquer toute possibilité d'action unie de la classe ouvrière contre cette loi scélérate — que les élucubrations d'un Boccara qui, s'employant à impuissantiser les travailleurs, annonçait que « si le mouvement ouvrier et démocratique parvient à arracher le contrôle de l'Etat à l'oligarchie financière » (donc à « employer l'appareil de l'Etat à ses propres fins », comme Marx, dès 1852, avait montré que c'était impossible), alors, « si, dans cette hypothèse, le capitalisme demeure encore, il peut être caractérisé... comme un capitalisme d'Etat démocratique [la voilà bien, la dernière étape de la phase ultime du stade suprême !] qui ouvre une période révolutionnaire [avec 5 « r » au moins] de transition directe, pacifique, au socialisme ».

Résumons-nous. Pour les staliniens comme pour les centristes, grâce à un développement extraordinaire de la science, et au développement concomitant des techniques, le capitalisme a changé de nature. Il a permis un nouveau développement impétueux des forces productives, de la civilisation, de la culture. C'est pourquoi les conclusions que tiraient Marx et Lénine de l'analyse du capitalisme de leur époque ne sont plus valables aujourd'hui — et avant tout la plus fondamentale, la plus décisive : la classe ouvrière ne peut « s'emparer de l'Etat bourgeois pour s'en servir à ses propres fins » ; elle doit le détruire de fond en comble et lui substituer un Etat d'un type radicalement

nouveau, « quelque chose qui n'est plus proprement un Etat », où « les fonctions de plus en plus simplifiées de surveillance et de comptabilité seront remplies par tout le monde à tour de rôle, pour devenir ensuite une habitude et disparaître enfin en tant que fonctions spéciales d'une catégorie spéciale d'individus » — l'Etat des conseils ouvriers. Les théories révisionnistes des staliniens et des centristes n'ont d'ailleurs évidemment pas d'autre fonction que de justifier (*a posteriori*) leur pratique consistant à se soumettre à l'Etat bourgeois, à désorienter, disloquer la lutte des masses en l'empêchant de se concentrer sur son objectif principal : la destruction de la machine militaire et policière de l'Etat bureaucratique du capital financier.

Le cours pris par l'histoire depuis un demi-siècle va directement en sens contraire des thèses révisionnistes. Si le capitalisme a survécu, ce n'est pas parce qu'il a trouvé une nouvelle jeunesse : c'est parce que — et **UNIQUEMENT** parce que —, tandis que le régime bourgeois allait de crise en guerre et de guerre en crise, il a manqué aux masses, qui se sont lancées vingt fois à l'assaut, l'instrument indispensable qu'est une direction révolutionnaire.

La tendance (déjà analysée par Lénine, principalement à partir du cas de l'Allemagne pendant la première guerre mondiale) à l'intervention de l'Etat dans l'économie s'est effectivement développée dans des proportions énormes. Mais quel en est le contenu, dont staliniens et centristes, nous l'avons vu, **NE FONT MEME PAS MENTION ?** C'est le militarisme, c'est la transformation des forces productives en forces destructives, c'est le développement formidable de la production d'armes, seul volant d'équilibre que la bourgeoisie ait pu trouver pour son économie déchirée par le conflit entre la lutte pour la production de plus-value, donc de valeur, moteur du capitalisme, et la part toujours plus faible du travail vivant, seul créateur de valeur, dans la production, par rapport au travail mort, produit de l'effort accumulé des générations passées, dans lequel les conquêtes de la science représentent une part toujours plus grande. La phrase de Marx : « *La science devient force productive immédiate* », n'a pas d'autre signification. Elle signifie que le rôle accru de la science — savoir accumulé, capacité de domination de la nature accumulée tant dans les cerveaux que sous forme de machines, d'outillage, de moyens de travail — se manifeste précisément, pour reprendre les termes mêmes de Marx, par le « *développement du capital fixe* » (partie prépondérante du capital constant, donc du travail mort) qui « *indique jusqu'à quel point les conditions du procès vital de la société sont soumises au contrôle de l'intelligence géné-*

rale et portent sa marque, jusqu'à quel point les forces productives sociales ne sont pas seulement produites sous la forme du savoir, mais encore comme organes immédiats de la praxis sociale, du procès vital réel ». Mais la conclusion qu'en tire Marx, ce n'est pas que le capitalisme a changé, qu'il va connaître un nouveau développement, satisfaire un peu plus les besoins des masses, faire progresser davantage la culture, la civilisation. Non. C'est exactement le contraire. Nous avons déjà — dans la première partie de cette étude — cité assez longuement des passages du texte de Marx (*Fondements de la critique de l'économie politique*, édition française. t. II, pp. 220-229) dont centristes à la Mandel et staliniens prétendent frauduleusement tirer argument. Nous en donnerons encore ici quelques lignes (ce qui est souligné l'est par Marx) :

« Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, tout comme le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des forces générales du cerveau humain.

La production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable et antagonique. C'est alors le libre développement des individualités. Il ne s'agit plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue de développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société à un minimum. Or cette réduction suppose que les individus reçoivent une formation artistique, scientifique, etc., grâce au temps libéré et aux moyens créés au bénéfice de tous.

Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'accroître sous sa forme de surtravail. Dans une proportion croissante, il pose donc le surtravail comme la condition — question de vie ou de mort — du travail nécessaire.

D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales, afin de rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans des limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux — simples faces différentes du développement de l'individu social — apparaissent uniquement au capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée. Mais, en fait, ce sont les conditions matérielles capables de faire éclater cette base.»

Les conditions nouvelles ainsi créées par le développement de la science sont « capables de faire éclater » la « base étriquée » du capitalisme. Capables seulement ! Marx savait déjà ce sur quoi Lénine a insisté particulièrement : il n'y a pas de situation impossible pour la bourgeoisie. Si la classe ouvrière, faute d'une direction révolutionnaire à sa tête, ne parvient pas à l'abattre, celle-ci trouve toujours une issue — une issue qui ne signifie pas de nouveaux progrès de la civilisation, mais au contraire une barbarie croissante, envahissante. C'est ce qui s'est passé depuis un demi-siècle. L'intervention de l'Etat. L'interpénétration de l'oligarchie financière et des états-majors du personnel politique dirigeant des Etats impérialistes, gestionnaires des forces destructives qui s'accumulent (que l'on songe au rôle du Pentagone dans la politique des Etats-Unis !) s'est manifestée partout, non par une atténuation ou une modification, mais par une aggravation du caractère de « réaction sur toute la ligne » (Lénine) de l'impérialisme.

Répétons-le : les forces productives constituent, dans la théorie du matérialisme historique, le moteur de tout le développement de l'humanité. Elles mesurent sa capacité physique et intellectuelle de soumettre, de dominer, de s'appropriier la nature pour la satisfaction de ses besoins de tout ordre. Peut-on, dans ces conditions, baptiser l'accumulation de fusées thermonucléaires intercontinentales de croissance des forces productives ? Et si demain, grâce à de nouveaux progrès de la physique, le capitalisme fabriquait un outillage ultra-perfectionné, coûtant 1.000 milliards de dollars et susceptible de provoquer une réaction en chaîne dans la masse du globe terrestre — nos stalinien et nos centristes salueraient-ils ce nouveau développement, plus impétueux que

jamais, des forces productives ? Ce nouveau triomphe du « néo-capitalisme » ou du « capitalisme monopoliste d'Etat » ?

Oui, sans doute. Mais le point de vue de classe du prolétariat est différent. Les travailleurs savent, contrairement aux scientifiques et aux néo-scientistes, que les forces productives ne sont pas des choses, dont l'évolution devrait être appréciée uniquement du point de vue quantitatif, et mesuré au seul mètre de la technologie, mais bien un rapport social, une composante d'un mode de production déterminé, un rapport entre hommes (et, selon une expression de Marx : « Etre radical, c'est prendre les choses à la racine. Mais, pour l'homme, la racine, c'est l'homme »), et que la mesure ultime des forces productives, comme de tout autre rapport de la société capitaliste, c'est, non pas, certes, l'homme abstrait des humanistes, fussent-ils stalinien, mais la classe ouvrière, et avec elle l'immense majorité opprimée et exploitée — et que, mesurées à cet étalon, les forces productives ont cessé de croître et régressent depuis un demi-siècle. Ils constatent que le chef-d'œuvre peut-être le plus achevé à ce jour du « capitalisme monopoliste d'Etat » a été le nazisme, avec ses camps d'extermination et ses chambres à gaz (1).

En un mot, tant que survit le mode de production capitaliste, bien loin d'accélérer le développement des forces productives, les progrès éclatants de la science et de la technique, si, d'une part, ils ont pour effet, comme le dit le *Manifeste de l'O.C.I.*, d'accumuler « un immense potentiel... inemployé, qui sera immédiatement disponible pour une économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale et lui permettra de satisfaire, dans les délais les plus brefs, tous les besoins des masses », accélèrent d'autre part leur transformation en forces destructives et précipitent l'invasion de la barbarie qui monte de toute part.

(1) Soit dit en passant, contrairement à ce que croyaient à l'époque certains naïfs, le nazisme n'instaurait pas un nouveau mode de production en expropriant les capitalistes au profit de l'Etat — qui restait de toute façon l'Etat des capitalistes — mais, bien au contraire, a *reprivatisé* des branches d'industrie entières, parce qu'il les avait rendues rentables au profit des trusts. Voir à ce propos l'ouvrage *L'économie allemande sous le nazisme*, écrit par Ch. Bettelheim du temps (lointain) de sa marxiste jeunesse.

Traduction pratique du « C.M.E. »

Dans les organisations ouvrières dont la direction est entre les mains de forces sociales étrangères au prolétariat, la « théorie » a pour tâche de justifier après coup la politique pratiquée dans les faits, au lieu de l'orienter par avance — elle a pour tâche d'en camoufler la nature, la fonction dans la lutte des classes. Il n'en va pas autrement de la théorie du « C.M.E. », comme disent ces messieurs. Il n'était pourtant sans doute pas inutile d'en démonter les rouages. Il ne l'est pas non plus de regarder d'un peu plus près comment elle s'articule avec la politique pratiquée par le P.C.F. *Economie et politique*, en s'attaquant, dans son numéro 189 d'avril 1970, au VI^e Plan en tant qu'expression des « contradictions du capitalisme monopoliste d'Etat », nous en fournira l'occasion.

Le plan y est défini comme « un reflet idéologique du processus de planification monopoliste » (p. 46) — planification est sans guillemets, c'est-à-dire que, pour notre auteur, le subtil Philippe Herzog, le capitalisme, au stade du « C.M.E. », est susceptible de mettre fin à son anarchie par une véritable planification — autrement dit, de réaliser la caractéristique essentielle de l'économie socialiste, cette tâche de « recensement et de contrôle » que définissait Lénine (en soulignant que, seule, la dictature du prolétariat pourrait l'accomplir). D'ailleurs, relève Herzog, « l'administration [de l'Etat bourgeois, notez bien] a hérité historiquement un rôle de collecte, de centralisation et de traitement de l'information » (p. 49). Qui, sauf quelques léninistes attardés, songerait à briser cette machine d'Etat informatrice ?

Laissons Herzog psychanalyser la « querelle Fifi-antififi » (sic — p. 49) et suivons plutôt avec lui « le développement de la politique économique en France après guerre » (pp. 39 et suivantes). Nous y apprendrons avec intérêt que si « à aucun moment, la politique économique ne cesse de servir les monopoles » (p. 40 — il faut ce qu'il faut, on est rrrévolutionnaire ou on ne l'est pas), « elle le fait de façon dialectique », car « il ne s'agit pas là d'une volonté machiavélique d'augmenter leurs profits dont feraient preuve les monopoles, mais à leur niveau d'une nécessité s'imposant à eux à travers des contradictions économiques [les pauvres !]. Cette nécessité ne les amène à user des moyens publics qu'en dernier recours ou lorsque LE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE LE LEUR IMPOSE [les majuscules sont de nous] en même temps qu'il leur enlève partiellement le contrôle de la production. » Autrement dit, le « mouvement démocratique » peut « imposer » aux monopoles

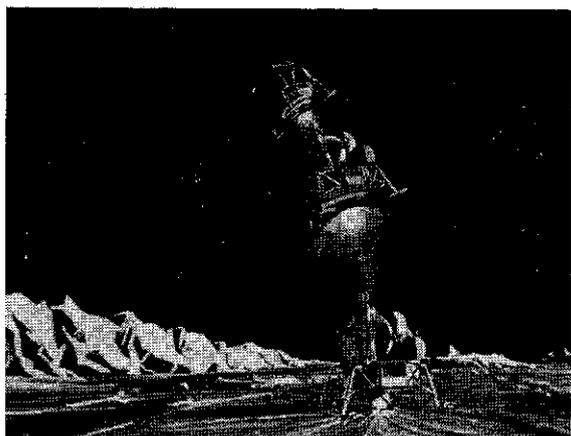
(comme en 1945, lorsque Maurice Thorez était vice-président du gouvernement du général de Gaulle), tout en leur enlevant « partiellement » le contrôle de la production, une « politique économique » qui, toutefois, ne « cesse de servir les monopoles » ! On ne saurait être plus clair — Thorez a bien servi les monopoles au gouvernement, de 1945 à 1947 — le célèbre certificat de bonne vie et moeurs que lui a délivré son patron de Gaulle dans ses *Mémoires* en atteste, d'ailleurs.

Car cette « politique économique », de 1945 à aujourd'hui, « s'est développée en trois temps ». Le premier, qui, ne l'oublions pas, s'est déroulé avec la participation gouvernementale du P.C.F., a consisté dans le « soutien des capitalistes dans leur reconstitution du capital productif et des marchés ». « Le développement du secteur public non soumis au critère du profit dévalorise une fraction du capital : le capital privé draine de cette façon une partie de la plus-value sociale. Sous des formes changeantes, ce transfert se reproduit et s'aggrave de 1945 à nos jours » (pp. 40-41). Fort juste, M. Herzog, fort juste ! Autrement dit, la participation du P.C.F. au gouvernement a apporté au capital, par la politique du « Produire d'abord, revendiquer ensuite » et de « La grève, c'est l'arme de classe des trusts », une aide décisive aux monopoles pour « reconstituer le capital productif et les marchés », notamment en imposant aux travailleurs à cette époque la généralisation du salaire au rendement dont la C.G.T. s'était faite le champion. Quant aux fameuses « nationalisations démocratiques » gérées par l'Etat capitaliste, bien que « non soumises au profit », elles ont eu pour but et pour effet de « permettre au capital privé de drainer une partie de la plus-value sociale »... Il faut reconnaître à ce Herzog une certaine dose d'ingénuité cynique, ou de cynisme ingénu.

D'autant qu'il nous donne une nouvelle définition de l'objectif de la lutte des travailleurs à notre époque : « Le mouvement qui vient d'être esquissé rapidement n'ignore pas la lutte des travailleurs contre le capital... elle en est la matière. ELLE (...) CHERCHE AU NIVEAU POLITIQUE A PRESERVER OU RENFORCE UN CARACTERE DEMOCRATIQUE A L'INTERVENTION DE L'APPAREIL ETATIQUE », de l'appareil de l'Etat bourgeois, bien entendu. C'est Herzog lui-même qui souligne cette dernière phrase, et elle mérite de l'être. D'ailleurs ne nous apprend-il pas que « le plan né de la guerre a une forme démocratique » (p. 42 — c'est pourquoi il faut participer aux commis-

sions d'application du V^e et du VI^e Plan), bien qu'il y ait eu, après le renvoi des ministres du P.C.F., « *limitation et érosion du contrôle démocratique direct* » (qui existait donc en 1945-1947). Ainsi, pour Herzog et le P.C.F., la machine de l'Etat est au-dessus des classes et peut servir indifféremment la bourgeoisie ou la classe ouvrière. Cette transformation graduelle peut d'ailleurs se faire dans un sens ou dans l'autre. Même les plus droitiers des sociaux-démocrates se sont rarement exprimés avec autant de... franchise. Et Herzog conclut en définissant les objectifs du P.C.F. en ces termes : « *Dans son programme de démocratie avancée, le P.C.F... considère que les conditions... sont réunies pour que se développe la transformation superstructurelle [l'entrée du P.C.F. au gouvernement bourgeois] qui PRECEDERA [c'est Herzog qui souligne] la mutation des rapports de production. La médiation par la superstructure [par l'entrée du P.C.F. au gouvernement bourgeois pour mieux formuler une politique qui « ne cesse de servir les monopoles » et mieux imposer aux ouvriers la surexploitation, la déqualification, le chômage qu'exige la défense des monopoles] est indispensable : elle implique que l'on définisse précisément ce que l'on fera de l'appareil d'Etat* ». Herzog ne le dit d'ailleurs pas, mais il ne s'agit évidemment pas de le briser. Il s'agit au contraire de le renforcer... contre la classe ouvrière.

Le dernier mot de la « *théorie* » du « *capitalisme monopoliste d'Etat* », c'est *Onde de choc*, organe de la section faculté-Orsay du P.C.F., numéro de mai 1970, qui nous le donnera. Sous le titre : « *La recherche scientifique et l'Université face à la nouvelle étape du capitalisme monopoliste d'Etat* », l'auteur anonyme verse d'abord un flot de larmes sur le sort que le VI^e Plan réserve à l'Université et à la recherche. Il constate cependant que nous sommes « *à l'époque de la révolution scientifique et technique* » [il a oublié d'ajouter que celle-ci n'en était qu'à ses premiers pas — serait-il « *garaudyste* » ?]. A cette époque, donc, « *l'identité de l'intérêt national et de l'intérêt du capital proclamée par les gauchistes apparaît chaque jour de plus en plus fausse.* » Vive la France, Monsieur ! Et vive la « *cogestion* » (bien française, et bien fauriste !) ! Car « *les difficultés et les limites de l'expérience de cogestion au stade actuel [Ah ! si Marchais était ministre de Pompidou, comme naguère Thorez ministre de De Gaulle !] ne doivent pas... nous empêcher de poursuivre l'action pour "développer les aspects positifs" de la loi d'orientation* ». Action contre le gouvernement et la loi scélérate ? Non, bien sûr — il n'est *PAS QUESTION* de la loi scélérate dans tout ce texte. Mais action contre ceux que l'auteur courageusement anonyme appelle « *gau-*



chistes » : « *La neutralité vis-à-vis des groupes directement ou indirectement provocateurs ne peut engendrer que la confusion, le désarroi et l'apolitisme démobilisateur... La lutte contre la répression doit donc être replacée dans son contexte général [autrement dit, ne pas être menée]. DE MEME, LA DEFENSE DE LA SECURITE D'EMPLOI, L'ACTION CONTRE LES LICENCIEMENTS EST COMPARABLE [il faut sans doute lire : compatible] AVEC LE REJET DU MOT D'ORDRE « DEFENSE DE LA RECHERCHE »* (les majuscules sont de nous).

Cette dernière phrase vaut son pesant de prix Staline. Certes, elle ne brille pas par une cartésienne limpidité. Rien de tel, nous l'avons déjà vu, que ces fervents de la « *Patrie* » pour saboter leur langue nationale. Mais « *dans le contexte* », comme dirait l'auteur, elle est fort claire. « *De même* » que, « *face à l'offensive gouvernementale du pouvoir* », le P.C.F. ne demande qu'à collaborer avec ledit pouvoir dans la répression contre les révolutionnaires, « *de même* » le P.C.F. défendra la sécurité de l'emploi et luttera contre les licenciements... exactement comme il lutte contre la répression. Au nom de la « *défense de la recherche* », « *défense* » tout naturellement dirigée contre les chercheurs, il s'opposera à la lutte pour la sécurité de l'emploi, il sabotera (comme dans le cas récent de Delattre, militant C.G.T. licencié pour avoir assisté à une réunion de la C.G.T.) l'action contre les licenciements.

Les staliniens d'Orsay eux-mêmes se sont d'ailleurs chargés de traduire immédiatement en excellent français leur amphigouri : M. Jean-Pierre Kahane, éminent professeur de mathématiques à la faculté des sciences d'Orsay, et encore plus éminent militant du parti stalinien, ex-suppléant au C.C., s'est empressé de « *défendre la recherche* » en licenciant deux assistants étrangers qui avaient eu le malheur de lui déplaire — ce qui a d'ailleurs provoqué une grève immédiate et unanime des enseignants mathématiciens d'Orsay. *Tel est le dernier mot de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat.*

Une autre tarte à la crème

Il nous faut maintenant examiner une autre « tarte à la crème » du P.C.F., systématiquement employée contre la politique du Front Unique ouvrier, et d'ailleurs liée étroitement à celle du « *capitalisme monopoliste d'Etat* » : les prétendus nouveaux rapports entre intellectuels et ouvriers dans le cadre de la « *révolution scientifique* », à ses débuts ou non. La thèse 25 du 19^e congrès nous définit la position du P.C.F. :

« Les intellectuels de toute discipline voient se dégrader leurs conditions matérielles et morales. Beaucoup d'entre eux tendent à en situer les causes dans le système capitaliste dont le but est le profit et non le développement des possibilités humaines. Les luttes économiques qu'ils engagent, la participation active d'une partie d'entre eux au combat politique les rapprochent de la classe ouvrière et créent les bases d'une alliance durable avec celle-ci. Le Parti Communiste Français considère comme d'une importance capitale pour l'avenir du mouvement révolutionnaire cette alliance au développement de laquelle il contribue ».

Guy Besse, dans son éditorial d'*Economie et politique* de mars 1970, commente avec enthousiasme :

« C'est sur cette base objective [celle de la révolution scientifique et technique qui s'avance] que doit se nouer une alliance toujours plus solide et plus étendue entre la classe ouvrière et les intellectuels pour la démocratie et le socialisme... Mais l'alliance n'est pas non plus ce "bloc historique nouveau" que R. Garaudy a jeté dans le débat... [il] raisonne comme si la révolution scientifique et technique avait déjà donné son plein... »

Nous avons déjà dévoilé le sens des arguties sur « *la révolution scientifique qui s'avance* » sans pourtant battre « *son plein* » ; nous ne commenterons pas non plus davantage l'expression remarquable de Besse : « *la démocratie ET le socialisme* », comme si, à l'époque de l'agonie du capitalisme, on pouvait avoir la démocratie, avancée ou non, sans le socialisme — sans la destruction préalable par les masses travailleuses de cette force antidémocratique par nature, ce lieu géométrique de toutes les menaces qui pèsent sur les libertés, ce concentré de l'essence réactionnaire du capital financier qu'est l'appareil répressif de l'Etat bourgeois. Et nous laisserons Besse argumenter que « *l'al-*

liance d'une importance capitale » « *toujours plus solide et plus étendue* » est tout le contraire d'un « *bloc historique* »... Il est clair qu'il préfère discuter sur ce noble thème que de tenter de justifier, aux yeux des militants du P.C.F., le rôle joué par Fajon à Prague lors de sa visite amicale à Bilak et surtout la pression exercée à l'été 1968 par Waldeck Rochet et Cie sur le P.C. tchécoslovaque pour qu'il bannisse toute démocratie ouvrière et musèle les adversaires de la bureaucratie du Kremlin, les travailleurs, les jeunes...

Mais quelle place tient, dans la politique du P.C.F., « *l'alliance d'une importance capitale* » ? C'est ce que nous dévoile, beaucoup plus clairement sans doute que l'appareil ne le voudrait, la thèse 23 :

« La classe ouvrière est la force dirigeante du rassemblement de toutes les couches nouvelles non monopolistes... Parce qu'elle est la plus directement exploitée, elle a le plus d'intérêt à des changements décisifs de la politique économique et sociale du pays. Liée aux formes les plus modernes de la production et ne pouvant se libérer qu'en libérant toute la société, elle marche à la tête du progrès social. Sa concentration, son organisation et son expérience, le fait qu'elle dispose, avec le Parti Communiste, d'un parti authentiquement révolutionnaire fondant son activité sur une doctrine scientifique de lutte, le marxisme-léninisme, donnent à son combat une efficacité sans égale. C'EST CE QU'ONT CONFIRME LES LUTTES DE MAI-JUIN 1968, DURANT LESQUELLES LA CLASSE OUVRIERE A CORRECTEMENT ORIENTE SON COMBAT DE CLASSE, FAIT ECHEC A L'AVENTURISME GAUCHISTE ET EVITE LE PIEGE QUE LUI TENDAIT LA BOURGEOISIE POUR ECRASER SES FORCES VIVES ET PARALYSER AINSI SON ACTION POUR UNE LONGUE PERIODE [les majuscules sont de nous]. »

La fin éclaire parfaitement le début, et tout le sens du « *bloc historique* »... pardon, de « *l'alliance capitale* ». Passons rapidement sur le caractère platement réformiste de cette « *mar- che* » de la classe ouvrière « *en tête du progrès social* », comme si l'on pouvait parler de « *progrès social* » en général, indépendamment du mode de production et de la classe au pouvoir, donc comme s'il y avait « *progrès social* » dans le cadre du mode de production capitaliste, qui

se caractérise aujourd'hui par une barbarie croissante, envahissante, dans tous les domaines, par la remise en cause de toutes les conquêtes passées des masses, par une menace croissante de destruction totale de la civilisation. Passons également sur les « *changements décisifs de la politique économique et sociale du pays* » qui se produiraient sans révolution prolétarienne, sans destruction de la propriété privée des moyens de production et de son rempart, l'Etat bourgeois. Et traduisons en français la fin du paragraphe.

L'appareil stalinien, l'appareil de la bureaucratie du Kremlin, dont la politique est l'expression des intérêts contre-révolutionnaires des privilégiés russes qui s'approprient les fruits de l'économie socialisée issue de la révolution d'Octobre et ne craignent rien tant que la victoire de la révolution sociale du prolétariat sur le capitalisme à l'Ouest, de sa révolution politique sur la bureaucratie à l'Est — cet appareil prétend s'identifier à la classe ouvrière, et parler d'elle quand il parle de lui. Il a mis à profit le contrôle du P.C.F. sur la majorité de celle-ci pour disloquer la grève générale de mai-juin 1968, empêcher la constitution du Comité national de grève, interdire aux dix millions de grévistes la réalisation de leurs aspirations fondamentales, sauver l'Etat bourgeois français. Au nom du « *rassemblement de toutes les couches sociales non monopolistes* » et tout spécialement de « *l'alliance d'une importance capitale* » avec les intellectuels, il oppose à la mission historique du prolétariat une lutte que les « *autres couches non monopolistes* » engageraient contre le capitalisme pour leur propre compte, à côté et indépendamment de la classe ouvrière. Et, travestissant monstrueusement la thèse marxiste de l'hégémonie de la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme et pour la révolution prolétarienne, il élève, comme une instance indépendante des diverses composantes du « *rassemblement des forces non monopolistes* », en dehors d'elles, contre elles et surtout contre le prolétariat, sa propre fonction de « *force dirigeante* », d'arbitre suprême entre le prolétariat et les « *autres couches non monopolistes* ». Le contenu de cet arbitrage de la « *force dirigeante* » de l'appareil, il le définit lui-même sans équivoque en citant, comme l'achèvement suprême du rôle de la « *classe ouvrière* » (lisez de l'appareil du P.C.F.) comme « *force dirigeante* » du « *rassemblement des couches non monopolistes* », le fait de s'être opposé à la volonté des dix millions de grévistes de mai-juin 1968 de s'emparer du pouvoir (« *l'aventurisme gauchisme* »), d'avoir sauvé le régime du profit, sauvé les monopoles et leur Etat. L'« *alliance capitale* », le « *rassemblement non monopoliste* », devient ainsi, traduit en ter-

mes parlementaires, l'union des forces démocratiques, l'union avec les partis bourgeois « *de gauche* », avec, en fait, n'importe quel parti bourgeois promu, selon les circonstances, au rang de représentant des « *couches non monopolistes* » — alors qu'il n'est que l'un des représentants du capital. La pointe de cette « *alliance* » est dirigée contre la stratégie du Front unique ouvrier, « *classe contre classe* », contre le Front unique des travailleurs et de leurs organisations qui entraînerait derrière lui (et est le seul moyen d'entraîner) toutes les couches et classes que le capital financier dépossède, ruine, humilie, dans la lutte pour le gouvernement ouvrier, pour le renversement du capitalisme.

Si, effectivement, le capitalisme ne cessait de renforcer les positions des intellectuels, des travailleurs scientifiques, des enseignants, des médecins, etc., dans la société — comme nous l'enseignent les théoriciens de la « *croissance des forces productives* » — il serait utopique de s'attendre à les voir (sauf une infime minorité d'entre eux qui, de tout temps, est passée sur les positions de classe du prolétariat) s'opposer à un régime qui ne cesserait de les renforcer comme couche sociale, d'accroître leur nombre et leurs privilèges matériels et moraux. Bien au contraire — comme ce fut en effet leur cas, avec celui de toute l'aristocratie ouvrière, à l'époque où l'impérialisme à ses débuts l'a consciemment mise en selle et développée pour corrompre les cadres du mouvement ouvrier politique et syndical et l'engager dans la voie du social-réformisme, social-patriotisme, social-impérialisme, et comme c'était d'ailleurs le cas, tout récemment encore, aux Etats-Unis — on verrait aujourd'hui les intellectuels s'attacher de plus en plus au régime bourgeois et s'en faire les meilleurs défenseurs.

C'est précisément, au contraire, parce que le capitalisme dans son agonie, devant le conflit toujours plus aigu entre la productivité croissante du travail, que les marchés ouverts par la transformation des forces productives en forces destructives ne suffisent plus à absorber, et les barrières de la propriété privée des moyens de production — parce que le capitalisme n'a pas seulement trop d'ouvriers, trop de paysans, mais aussi trop d'ingénieurs, trop de cadres, trop d'intellectuels, trop de savants, trop de médecins, trop d'écoles, trop d'universités, trop d'hôpitaux — parce qu'il tend donc à *déclasser* toutes ces couches sociales, à les réduire au chômage et à la déqualification, à miner leurs avantages acquis, que ces couches sont amenées à résister.

Elles ne peuvent toutefois le faire qu'en luttant pour la révolution prolétarienne. Et elles

ne peuvent y arriver par leurs propres forces. Seule la classe ouvrière, par sa situation au sein des rapports de production capitalistes, peut accéder à la conscience, à la théorie de ce qui est la mission historique de cette classe et d'elle seule, au marxisme. Si le prolétariat s'engage résolument dans la voie de l'accomplissement de cette mission historique, de la destruction de l'État bourgeois, de l'instauration du pouvoir des conseils ouvriers, il rassemblera autour de lui toutes les couches que le capitalisme tend

à priver de leurs ressources et de leur dignité, à ruiner matériellement et moralement. Il lui faut pour cela échapper à la « *force dirigeante* » de l'appareil stalinien, expression d'intérêts étrangers et hostiles, des intérêts de la caste bureaucratique contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S., il lui faut briser cet appareil, en se forgeant sa propre « *force dirigeante* », expression suprême de son combat et de la conscience de ce combat, le parti marxiste révolutionnaire.

Intellectuels et prolétaires

Si, par contre, comme en mai-juin 1968, l'appareil stalinien parvient à conserver un contrôle suffisant sur les masses travailleuses pour les frustrer de leur victoire et s'opposer à la révolution sociale, alors les couches moyennes, les intellectuels tout particulièrement, parce qu'ils sont imprégnés de l'idéologie bourgeoise qu'ils ont pour fonction de sécréter, ne pourront trouver d'issue par eux-mêmes. Les uns se fourvoieront dans les illusions gauchistes, recherchant un ersatz au combat de classe du prolétariat — les étudiants comme force dirigeante de la révolution, les actions exemplaires à la place de la lutte des masses, voire les attentats à la bombe ou la « *reprise individuelle* » — les autres, le plus grand nombre, retomberont tout naturellement dans les cadres idéologiques du régime, tout en grognant ou en pleurnichant contre la triste situation qui leur est faite. C'est ainsi — nous l'avons vu précédemment — que la principale revue française de vulgarisation scientifique, *Atomes* (devenue depuis ce mois *La Recherche*), prenait gaillardement son parti

des « *vaches maigres* » qu'offre pour toute pâture le gouvernement aux travailleurs scientifiques, et prêchait même leur « *bon usage* ».

Ayant ainsi, nous l'espérons, fait un sort à la thèse de la « *révolution scientifique* » au nom de laquelle tant les staliniens que les centristes s'opposent aujourd'hui à la révolution prolétarienne, il nous restera à examiner d'autres aspects significatifs de l'accentuation du caractère réactionnaire du capitalisme actuel, de la transformation des forces productives, dont la science fait partie, en forces destructives, comme cette destruction de l'environnement naturel dont on nous rebat les oreilles dans des campagnes à grand spectacle pour mieux nous en cacher la terrible réalité, et enfin à montrer la véritable signification de la « *transformation de la science en force productive immédiate* » pour ce qui est des perspectives ouvertes aujourd'hui à la révolution socialiste, à la classe ouvrière ayant conquis le pouvoir. Ce sera l'objet d'un autre article.